



## Le chemin de la décarbonation sera ardu pour les industriels de l'agroalimentaire

Xerfi vient de publier une étude sous le titre :  
« Décarbonation des industries agroalimentaires : enjeux et opportunités - Agroindustriels, fabricants de PGC, industriels des boissons : quels acteurs sont les plus RSE engagés ? »

Les industries agroalimentaires (IAA) - environ 198 milliards d'euros de chiffre d'affaires - abordent en ordre dispersé la transition vers une économie décarbonée en France. Conscients des enjeux, certains groupes ont formalisé très tôt leurs engagements, à l'image de Danone, quand d'autres commencent à peine ou s'abstiennent de toute démarche. Notre analyse du score Xerfi PTC (pour performance transition carbone) des 35 leaders du secteur en France est à cet égard riche d'enseignements. Les entreprises des marchés BtoC (Carlsberg, Ferrero, Nestlé...) sont ainsi globalement les mieux notées tandis que les agro-industriels (Tereos, Cristal Union ou encore Roquette) arrivent bons derniers. De nombreux industriels de la viande sont mêmes hors classement. Dans le détail, les émissions « opérationnelles » de gaz à effet de serre (GES) des IAA ont reculé de 25% depuis 2007 alors que la production augmentait de 2% en volume sur la période. Les progrès en matière d'efficacité énergétique seraient donc tangibles.



Sauf que ce recul doit beaucoup à la fermeture de plusieurs usines sucrières. **Aujourd'hui, le secteur de l'agroalimentaire représente 8,5 millions de tonnes équivalent CO<sub>2</sub>, soit 2% des émissions nationales et 11% de celles de l'industrie. Mais avec les émissions**

**induites liées à l'achat de matières premières agricoles, le « système alimentaire français » pèse près de 100 millions de tonnes équivalent CO<sub>2</sub> ou plus de 20% de celles du pays.**

L'amont agricole représente 60% du bilan carbone complet du secteur et aucune stratégie de décarbonation sérieuse ne peut faire l'impasse sur ce poste. **Pour autant, il n'existe pas à ce jour de consensus sur des solutions permettant de réduire significativement les émissions de l'agriculture sans impacter les rendements.** Certes, le concept d'efficacité énergétique prend de l'ampleur dans les grandes exploitations, tandis que la méthanisation (production de biogaz à partir des déchets et effluents agricoles) se développe sur le territoire. Mais peu de solutions visent les deux sources majeures de GES de l'agriculture : le méthane rejeté par les ruminants et les engrais azotés.

Sur les autres grands postes d'émissions indirectes de GES, la situation n'est guère plus reluisante. Les nombreuses solutions existant dans les emballages se heurtent aux réticences des consommateurs à se passer du verre et de l'aluminium (dont l'empreinte carbone est 3 à 5 fois plus élevée que le PET ou les briques cartonnées) et à adopter de nouveaux comportements d'achat plus vertueux (consigne, vrac, etc.). **Au final, le manque de solutions brise l'élan de la filière, et laisse planer le doute sur la faisabilité des objectifs affichés par les leaders.** Pire, d'un point de vue strictement « comptable », la solution de décarbonation la plus efficace à l'heure actuelle réside dans la compensation carbone, largement empruntée par des groupes tels que Nestlé, Heineken, ou Pernod Ricard mais qui ne permet pas de réduire les émissions réelles des entreprises.

## Des émissions très concentrées

**D'après les calculs des experts de Xerfi, près de la moitié des émissions de CO<sub>2</sub> de l'industrie agroalimentaire française est émise par seulement 100 sites.** Et les cinq premiers groupes concentrent à eux seuls 40% des émissions directes. Il s'agit d'industriels de filières très énergivores comme le sucre (Tereos, Cristal Union) et l'amidonnerie (Roquette) ou de géants des produits laitiers (Lactalis) et des produits alimentaires intermédiaires (Lesaffre). Cette concentration n'a pas échappé au gouvernement qui veut favoriser les aides publiques massives aux grands projets de rupture pour décarboner ces principaux sites. De quoi réaliser des avancées importantes. **L'agroalimentaire est d'ailleurs l'un des premiers bénéficiaires des appels à projets efficacité énergétique et décarbonation des procédés du Plan de relance.**

Les IAA vont donc devoir mettre les bouchées doubles pour cheminer vers la décarbonation. **Déjà en retard pour atteindre l'objectif 2030 fixé par la SNBC (-35% par rapport à 2015), celui de 2050 semble hors de portée en l'état actuel des choses, de l'avis des experts de Xerfi.** Certes, la voie vers la transition carbone n'est pas dénuée de risques. Mais elle peut aussi être source d'opportunités pour les industriels.

*Le groupe Xerfi est en France le leader des études économiques sectorielles. Il présente le plus grand catalogue de travaux sur la France et l'International. Editeur indépendant, il apporte à ses clients par son expertise professionnelle, sa liberté éditoriale, son ouverture intellectuelle, l'accès rapide, fiable, clair, à la connaissance actualisée des évolutions sectorielles, des stratégies des acteurs économiques et de leur environnement.*